André Batania, Gisèle Prignitz (éd.) *Francophonies africaines, dynamiques sociolangagières*

Cécile Canut

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/2872>

DOI : [10.4000/praxematique.2872](https://doi.org/10.4000/praxematique.2872)

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1999

Pagination : 231-234

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Cécile Canut, « André Batania, Gisèle Prignitz (éd.) *Francophonies africaines, dynamiques sociolangagières* », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 32 | 1999, document 14, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 29 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/2872> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.2872>

Ce document a été généré automatiquement le 29 mars 2021.

Tous droits réservés

André Batania, Gisèle Prignitz (éd.) *Francophonies africaines, dynamiques sociolangagières*

Cécile Canut

RÉFÉRENCE

UPRES A CNRS 6065, Collection Dyalang, 1998, 126p.

- 1 Si les études linguistiques du français en Afrique s'éloignent depuis quelque temps des perspectives homogénéisantes focalisées sur les « particularités lexicales » et les distorsions faites à la norme du français standard et académique, c'est bien parce que les évolutions *langagières* multiples nécessitent de nouvelles positions théoriques et méthodologiques. Le recueil d'articles présenté par A. Batania et G. Prignitz atteste de l'éclatement du champ « francophone ». Loin des plaintes « francophonisantes », le titre pluriel indique d'emblée le parti pris hétérogène. Au-delà de la diversité des situations de chaque région, de chaque ville, puisque l'ensemble des articles traitent des contextes urbains (Ouagadougou, Abidjan, Dakar, Bukavu et Rouen, en France, pour la question de l'immigration), le pluriel s'applique surtout à l'extrême variété des *rappports* au français, qu'il s'agisse des usages ou des « représentations ».
- 2 C. Caïtucoli réfute d'entrée la question de l'évaluation des compétences linguistiques des locuteurs (« sauf pour quelques professionnels de la francophonie qui tiennent à évaluer la superficie de leur territoire ») et si cette problématique apparaît parfois dans les articles de G. Oyhamberry, B.M. Kashema et A. Ndao, c'est toujours dans une perspective critique ou bien dans le cadre des discours épilinguistiques (G. Prignitz, F. Leconte).
- 3 Il n'est pas non plus question de s'appesantir sur la définition et la catégorisation des variétés de français de manière figée mais d'inclure la variation au sein des dynamiques *langagières* et identitaires : l'objectif des chercheurs est « l'identité des énonciateurs »

ou les « représentations », domaine en pleine expansion, en sociolinguistique, depuis quelques années. Cette perspective est surtout présente dans les articles de Caïtucoli, Batania et Prignitz sur Ouagadougou, de M.M. Ngalasso et K. Ploog à Abidjan, et de F. Leconte à Rouen. A Ouagadougou, par exemple, l'évolution des attitudes des locuteurs, de moins en moins « complexés » vis-à-vis de la norme du français, entraîne une forte évolution d'un français dit « populaire ». « L'engouement de la frange la moins favorisée de la ville » (Batania) pour ce français est analysé de manière différente par Batania et Caïtucoli. Le premier conclut à une « nécessité de communication » face à « l'expansion notoire », le développement « spectaculaire » du français, « seule langue à connaître en ville », et, tout naturellement, à la création d'une nouvelle communauté francophone burkinabé. Face à cette envolée francophone, le second, en évitant l'homogénéisation discursive, propose une analyse fine respectant les dynamiques des représentations et des usages en appliquant à la situation ouagalaise le modèle de Landowski, à travers la mise en place de « postures » qu'il couple avec les « trajectoires » sociales. L'analyse des marques méta-discursives dans les discours épilinguistiques d'intellectuels « panafricains » faite par G. Prignitz renforce cette vision dynamique. L'irruption du discours de l'autre déclenche des postures variées marquant ainsi le rôle fondamental de la subjectivité et des pôles identitaires en jeu dans le rapport au français. On s'éloigne donc d'une « communauté » homogène soumise au français, pour entrer dans une pluri-construction identitaire.

- 4 Pour rester dans le champ des représentations, l'article de F. Leconte sur les jeunes immigrés africains de Rouen, montre combien les valorisations/dévalorisations et les politiques familiales déterminent les attitudes et les usages des locuteurs face aux langues.
- 5 On s'interrogera tout de même sur la méthodologie utilisée dans ce domaine lorsque l'on connaît la mouvance des représentations : un questionnaire écrit peut-il être un outil d'analyse ? Les « ambivalences » apparentes sont-elles nécessairement des « contradictions » ? Ne sont-elles pas inhérentes au processus de construction des représentations ? Les déclarations peuvent-elles être des gages d'usages réels ? Quelle validité accorder à des interactions avec des enseignants censés représenter la norme (d'autant plus lorsqu'ils sont Français en Afrique, d'autant plus dans des cours de récréation...) ?
- 6 Mais le problème essentiel de ces analyses du français en Afrique porte davantage sur le choix même de cet objet « français » et sa délimitation. Tout est fait comme s'il se détachait des autres langues en présence même lorsqu'il est dit « populaire ». Derrière la volonté d'accepter cette évolution du français (pas toujours avec plaisir car « au détriment du français standard », « un frein » pour Batania) se cache un refus : les mélanges, les mixtes linguistiques, les alternances codiques. A des degrés divers on sait combien cette question va devenir fondamentale dans de nombreuses capitales africaines. Elle fait l'objet de nombreux travaux pour la situation de Dakar notamment, et A. Ndao la traite explicitement. A Ouagadougou, les locuteurs en parlent aussi : « A Ouaga quand tu parles *toujours* moore, on prend toi pour un broussard qui ne connaît pas la ville » (p. 31, je souligne).
- 7 Dans son article, A. Ndao revient toutefois à la question des compétences en tentant de démontrer que le code mixing est beaucoup plus fréquent en situation de diglossie que le code switching, davantage l'apanage des contextes sociolinguistiquement stables. Dans le premier cas, celui du « français-wolof » par exemple, les compétences sont

approximatives dans les deux langues et entraînent nécessairement du « switch ». Cette hypothèse l'amène en fait à regretter le déficit dans le domaine des compétences de type académique, plus nette en wolof qu'en français. On revient donc à une vision homogénéisante qui dévalorise implicitement les mélanges de langues et leurs rôles communicationnel et identitaire essentiels. Le problème posé par Ndao de manière détournée est davantage un problème politique : comment prendre en compte ces « français populaires », « franco-wolof », « abidjanais », etc., au niveau de l'enseignement qui, de fait, creuse l'écart entre la population et l'institution scolaire. Indirectement les articles de Oyhamberry et Kashema s'en font l'écho : à quoi sert de perpétuer un enseignement inadapté et des projets d'évaluation voués à l'échec ? Que faire pour que « les locuteurs africains ne soient plus uniquement considérés en tant qu'indicateurs de l'état de la francophonie dans leur pays » (Oyhamberry) ?

- 8 Dans le champ politique signalons l'article de C. Vigouroux sur l'état du français en Afrique du Sud qui offre un panorama juste et objectif, loin des idéaux francophonistes.
- 9 Si les questions identitaires passent à travers les mixtes linguistiques dans de nombreuses capitales africaines, rares sont les sociolinguistiques qui s'attachent à leur description et il s'agit d'ailleurs souvent d'Africains. L'article de Ngalasso et Ploog en ne faisant pas directement allusion au « parler mixte » d'Abidjan, va plus loin en posant la question de la nomination de ces nouvelles langues. Sans s'alourdir de statistiques ou de construction théorique préalables, l'enquête de Ploog plonge à l'intérieur du discours de jeunes abidjanais afin de développer la complexité de leurs attitudes face au français. Découvrant que près de la moitié des enfants déclarent avoir appris le français à l'école alors qu'ils l'utilisent depuis longtemps chez eux, les auteurs montrent qu'implicitement ils dissocient les deux langues, l'une dévalorisée, l'autre valorisée, l'une acquise, l'autre apprise. Au-delà des catégories « bon français »/« mauvais français », il s'agit bien, dans les représentations comme dans les usages, d'une divergence linguistique nette, ce qui amène les auteurs à donner un nom (« l'abidjanais ») à cette langue populaire devenue pour beaucoup langue maternelle. S'il ne revient pas aux sociolinguistes de « nommer » les langues, signe ultime de reconnaissance, Ngalasso et Ploog ont le mérite de poser la question de la délimitation de l'objet d'étude. Ceci est d'autant plus aisé que la situation d'Abidjan est la plus avancée en Afrique dite « francophone » pour la construction de ces mixtes linguistiques ne conservant que des traces du français.
- 10 On le comprendra, *Francophonies africaines* est un ouvrage riche qui suscite la réflexion. Il atteste avec force ces nouvelles identités en construction impliquant le français et les langues africaines et incite à renouveler une pensée de la frontière linguistique, fruit de l'appropriation des langues au quotidien : le français colonial, académique et scolaire perd progressivement son statut de référence : c'est « la revanche de la rue sur l'école » (titre de l'article de Ngalasso et Ploog).